

L'Adresse—M. MacGuigan

Je crois très sincèrement que les problèmes du Québec ne sont pas uniquement causés par notre dualité culturelle. C'est que nous n'avons pas eu le courage, la sagesse ni la force de caractère de réformer nos institutions pour nous adapter à nos besoins. Beaucoup de pays ont assumé leur pluralité linguistique, ont trouvé des moyens efficaces de se gouverner. Nous pouvons sûrement y parvenir tout comme les autres.

Je conclus. Le gouvernement fait une grosse erreur en ne saisissant pas la Cour suprême du Canada de la loi 101 et je vais vous dire précisément pourquoi. S'il faut modifier la constitution pour préserver notre unité, notre pays doit représenter quelque chose. Il doit signifier quelque chose. Le Canada doit par dessus tout signifier qu'en étant Canadien, on a certains droits, protections et privilèges qui sont absolument sacrés. Ce principe fondamental doit imprégner toute notre pensée, sinon à quoi bon le pays? Comment 1,100,000 anglophones du Québec peuvent-ils ignorer leurs droits constitutionnels?

Ce que j'exprime là part de convictions profondes. Le pays doit représenter quelque chose pour le citoyen. Il n'a pas beaucoup de signification, si sa population ignore quels sont ses droits et privilèges.

Il incombe au gouvernement de trouver quels sont les droits des anglophones du Québec, ce que veut dire pour eux le fait d'être Canadiens.

Personne ne peut m'accuser de ne pas comprendre entièrement les aspirations des Canadiens français. Leur culture a évolué, il s'agit ni d'une culture française ni d'une anglaise mais d'une culture canadienne-française. Elle doit être préservée. Leur langue doit être préservée. Toutefois, un pays doit veiller à ce que tous ses citoyens soient protégés en vertu de la constitution et sachent quelles sont les garanties qu'offre la constitution.

Il ne sera pas facile de sauvegarder l'unité du pays. Cependant, si nous ne sommes pas prêts à défendre les droits fondamentaux de chacun, même s'il ne s'agit que des droits d'une seule personne, la tâche sera d'autant plus ardue.

Nous pouvons demeurer une grande nation. Notre gestion économique a été incroyablement mauvaise. Nous avons d'importantes ressources inexploitées. Aucune imagination n'apparaît dans nos budgets. Il est illusoire de continuer à recourir aux mêmes procédés de gestion économique que par le passé. Il est malheureusement beaucoup plus difficile de préserver l'unité du pays quand le chômage, l'inflation et l'agitation augmentent. Je veux dire à tous les députés que s'ils ont vraiment foi en leur pays et s'ils souhaitent préserver son unité, ils doivent s'opposer à la motion que contient le discours du trône.

M. Mark MacGuigan (Windsor-Walkerville): Monsieur l'Orateur, c'est pour moi un plaisir que de participer au présent débat sur le discours du trône et de féliciter de leurs excellentes interventions mes collègues comotionnaires de l'Adresse en réponse.

Je n'aurais pas participé au débat dans le peu de temps qui reste, mais j'ai appris que mes collègues des autres partis

[M. Gillies.]

avaient accepté de concéder un peu de temps supplémentaire, compte tenu de ce que je dois me rendre aux Nations Unies la semaine prochaine et que je ne peux terminer mon discours qu'aujourd'hui. Si tel est bien le cas, je m'engage à ne pas abuser de leur indulgence.

Ma circonscription électorale est représentative de l'ensemble du pays par sa population d'origine française, par le maintien de la présence française, par sa constitution multiculturelle et par son caractère industriel.

La ville de Windsor est fière à juste titre de ses traditions, de l'esprit de tolérance et de bonne entente qui la caractérisent depuis longtemps. Comme preuve, je rappelle que depuis 20 ans, la ville de Windsor est jumelée à la ville de Granby, au Québec. Ce lien n'a pas toujours été aussi exploité qu'il aurait dû, mais il a été resserré dernièrement.

Des citoyens de Granby ont déjà rendu une visite officielle à Windsor. Durant la première fin de semaine de ce mois-ci, j'ai visité la ville de Granby en compagnie du maire et de conseillers municipaux de Windsor, de même que de nombreux citoyens dont des membres du Club Richelieu. Nous y avons été extrêmement bien reçus et nous nous sommes sentis en famille.

Nous croyons que ce genre d'échanges entre citoyens de l'Ontario et du Québec et entre citoyens des autres provinces et citoyens du Québec, de même qu'entre citoyens de l'Ontario et ceux de provinces autres que le Québec, sont de nature à favoriser la solidarité nationale.

Ma circonscription et la ville de Windsor sont disposées à contribuer à la solution de tous nos problèmes. Cependant, cela suppose le maintien de notre force. Nous devons compter sur celle-ci.

Je voudrais donc aborder un instant les problèmes de l'industrie de l'automobile qui sont tellement importants pour ma région. Ma circonscription renferme les principales usines de la société Chrysler Canada, même si leur nouvelle usine de camions a été établie juste à la limite. On y trouve également les usines de la compagnie Ford et de la compagnie GM. C'est donc là que sont installés les trois grands de l'automobile de même que de nombreuses usines secondaires.

A l'heure actuelle, il existe différentes séries de données concernant l'industrie de l'automobile. Plus précisément, on interprète de différentes façons certaines données de Statistique Canada. Sauf erreur, les chiffres les plus précis nous ont été livrés le 6 octobre par Statistique Canada. On y constate une légère amélioration du déficit de l'industrie de l'automobile pour le premier semestre de l'année en cours par rapport au même semestre de l'an dernier.

Même si dans l'ensemble, le déficit est légèrement inférieur cette année à celui de l'année dernière, il est tout de même de 597 millions de dollars contre 654 millions de dollars pour les six premiers mois de l'an dernier. C'est beaucoup plus que nous ne pouvons nous permettre. Si l'on ne s'en tient qu'à l'industrie des pièces d'automobiles, le déficit est encore plus énorme.